

# Maroc Journal

PORTAIL

You are here:: [Aujourd'hui](#) ▶ A Mantes-la-Jolie, des partis politiques invités à défendre les droits de représentativité c

## [A Mantes-la-Jolie, des partis politiques invités à défendre les droits de représentativité des MRE au Maroc](#)



### A Mantes-la-Jolie, des partis politiques invités à défendre les droits de représentativité des MRE au Maroc

Au cours de ce meeting, organisé samedi à l'initiative des associations Cap Sud MRE et Génération France Maroc (GFM), les interventions ont été largement dominées par l'explication des avancées du projet de nouvelle Constitution, notamment les articles 16, 17 et 18 qui apportent une "reconnaissance constitutionnelle des droits des MRE".

Les différents intervenants, dont des responsables des Partis du Progrès et du Socialisme (PPS) et de la Justice et du Développement (PJD) ont été unanimes à estimer que ces dispositions reconnaissent les droits des MRE d'être électeurs et éligibles, et leur contribution au développement de leur pays d'origine et à son progrès.

Pour le président de l'Association Cap Sud MRE, Salem Fkire, la communauté marocaine de l'étranger doit "impérativement faire partie de la nouvelle architecture politique de la nation, mais surtout être une force de proposition en se positionnant en tant que prescripteur".

"Nous avons participé à la vie civile et à la vie économique du Maroc, aujourd'hui nous voulons participer à la vie politique de notre pays", a-t-il confié à la MAP, notant que son association et GFM ont soumis 9 propositions dans ce sens à la commission pour la révision constitutionnelle.

M. Fkire a avancé le poids de la communauté des MRE estimés à près de 4 millions de personnes. "C'est une logique comptable qui doit être prise en compte. Nous ne demandons pas à être privilégiés par rapport aux Marocains du pay mais seulement une équité politique afin que notre marocanité pleine et entière soit reconnue", a-t-il ajouté.

Selon lui, il est temps que les politiques se mobilisent pour favoriser la mise en place de mécanismes permettant aux MRE de participer à la vie politique au pays et oeuvrer à la mise en place d'une vraie représentativité.

Parmi les propositions soumises à la réflexion des partis politiques, Cap Sud MRE et GFM évoquent la création d'un "quatrième collège" électoral dédié aux MRE au sein de la Chambre des Conseillers qui sera représenté par les 5 continents dont le nombre des représentants devra être proportionnel au nombre des MRE dans les différents régions du monde.

Tout en relevant que le projet de nouvelle Constitution est "pratiquement équivalent aux types de Constitutions en

### LIENS SPONSORISÉS

vigueur en Europe", M. Fkire estime que les articles 17 et 18 apportent une ouverture, "une fenêtre de tir" que les MR doivent saisir pour promouvoir leur représentativité.

Fadoua Ghazouani, présidente de l'association GFM, basée à Mantes-la-Jolie, a, quant à elle, mis en avant le souhait des MRE d'avoir "des interlocuteurs qui connaissent leur histoire et leurs problèmes au sein des partis et des institutions marocaines, y compris celles se trouvant à l'étranger".

Pour sa part, M. Karim Taj, membre du bureau politique du PPS a estimé que "les propositions des associations de MRE concernant le découpage, les critères d'éligibilité et d'inscription aux listes électorales sont légitimes et doivent être écoutées".

"De telles rencontres constituent des opportunités pour mûrir la réflexion au sujet de cette représentativité", a-t-il dit en se félicitant de l'existence d'une prise de conscience que cette "réflexion doit être collective".

Même constat fait par M. Abdellatif Artib, cadre du PJD installé en France, qui s'est félicité que "les MRE donnent beaucoup d'importance aux liens avec le Maroc tout en revendiquant leurs droits et leur citoyenneté pleine et entière"

"Cette citoyenneté passe d'abord par une participation politique aux futures échéances", a-t-il estimé, en promettant de transmettre les revendications des MRE aux instances nationales du parti pour qu'elles puissent voir le jour, citant notamment le droit de vote".

A l'issue d'un débat franc et constructif, l'assistance a démontré un niveau très avancé de mobilisation autour du projet de nouvelle Constitution et manifesté sa volonté d'approuver ce projet par un "oui" franc et massif, lors du référendum qui se déroulera en France les 1er, 2 et 3 juillet.

"Si aujourd'hui, nous demandons le droit de vote et que les MRE ne vont pas voter au référendum, nous ne serons pas crédibles", a estimé Fadoua Ghazouani qui s'est dite mobilisée à "fédérer autour de ce beau projet qui fera de notre pays phare de démocratie et de citoyenneté".

Omar Zahiri, secrétaire général de l'Association des juristes arabo-musulmans d'Europe, a, quant à lui, mis en avant les dispositions de ce projet "novateur" et "avant-gardiste", fruit de la "sagesse de SM le Roi Mohammed VI, garant de l'unité du pays, et le compromis des partis et de la société civile".

M'hamed Zorgani, militant du PPS en île de France, a lui aussi salué "un acquis positif allant vers le renouvellement et le changement qui doivent être exploités".

"Nous ne sommes pas loin des Constitutions européennes, c'est pour cela nous mobilisons autour de nous et nous appelons à voter +oui+ pour ce projet", a-t-il ajouté.

27/06/2011 09:37.

(MAP) Maghreb Arabe Presse

J'aime

1

0 tweet

[Envoyer par mail](#)

[Bookmarker](#)

[Ajouter aux favori](#)

## Commentaires (0)

### Ecrivez un commentaire

**Auteur**

**Email**

**Site Web**

**Titre**

**Commentaire**

Réduire l'éditeur | Agrandir l'éditeur

Être averti d'une réponse par email (seulement pour les membres)

J'ai lu et j'accepte les [règles d'utilisation](#).

AJOUTER UN COMMENTAIRE